L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

JOURS DE PUBLICATION: DIMANCHE, MARDI, JEUDI ET SAMEDI.

SAMEDI MATIN, 1er JUILLET 1837.

Célébration du 4 Juillet.—Le comité d'arrangement nommé à l'assemblée publique tenue au Merchants' Exchange, le 16 de ce mois, à l'effet de pourvoir aux arrangements pour célébrer le prochain anniversaire de notre **Indépendance Nationale**, a la satisfaction de publier le programme suivant de la procession qui doit être formée le 4 juillet, sur du Canal, au bout de la rue Royale, pour various prendre la direction suivante: suivre la rue Royale, jusqu'à la rue Ste Anne, remonter cette rue jusqu'à celle du Canal, passer de là par la rue du Camp jusqu'à celle du Jules, descendre ensuite jusqu'à la rue St Charles, et se rendre ensuite jusqu'à l'église du Rev M. Clapp, où l'oraison sera prononcée. La procession partira à 9 heures.

Si quelque association ou société a pu être omis, en ne présentant une place lui sera assignée dans la procession

Marshals du jour.

William Christy, Esq. Grand Marshal.

Assistans Marshals.

C W Shanklurgh, C Bollitt
Dr. Seattie, A W Hyde,
De Kelly, A Lloyd,
C Camen ck, G Gray,
T Blake, E L' Diarey.
L M Davidson, P Lafonta.
J E Holland.

Spencer Gloyd, Esq. Marshal de la Constitution

Porteurs des Bannières.

Maine—L. de field. Esq.
New Hampshire—E G Fisk,
Vermont—E Wills,
Massachusetts—J D Dixon,
Rhode Island—J H Gale,
Connecticut—T K Hyde,
New York—E Lafonta.
New Jersey—E Wardroff,
Pennsylvania—W Hoskins,
Maryland—D E Robinson,
Delaware—G H Pour,
Virginie—W F Hyde
Caroline du Nord—S Hyde,
Caroline du Sud—A Follin,
Georgie—S W Rogniere,
Alabama—R H Greeding,
Mississipi—J E Edw rds,
Louisiana—E Lafonta.
Tennessee—John Dicks,
Kentucky—R F W e t,
Ohio—D H Twigood,
Indiana—
Illinois—W L Wbray
Missouri—F C Perrie
Michigan—Ed Jones
Arkansas—J W Stillwell.

Programme de la Procession.

Escort militaire, musique.
Le Maréchal de la Louisiane et ses Assistans.
Vingt-six personnes portant les bannières des Etats.
Comité général d'Arrangement et Assistans de 76.
Le Gouverneur et sa suite.
Le Brigadier-General et l'Etat-Major.
L'Ex-Gouverneur.
Le Secrétaire d'Etat—Le Trésorier.
L'Orateur du Jour
Les Vétérans de la Révolution, et le Chapelain.
Le Vétéran de 1814 et 15.
Le Révérend Clergé
Les Juges des Cours de la Louisiane et des Etats-Unis.
Avocat de District des Etats Unis
Marshall des Etats-Unis.
Avocat Général de l'Etat.
Membres du Congrès des Etats-Unis.
Membres de la Législature.
Officiers de l'Etat.
Maires, Recorders et Aldermen, des différentes Municipalités.
Le Président et le Conseil de Ville de La fayette.
Collecteur, Directeur de Poste, Officier de Marine
Officiers de l'Armée et de la Marine des Etats Unis.
Offic ers de la Milice.
Membres de la Bar eau.
Société Médicale.
Consuls Etranger
Chambre du Commerce de la Nouvelle O éans.
Banques Publics
Sociétés Maçonniques
Société de la Librairie Commerciale de la Nouvelle-Orléans
Orléans
Compagnies des Pompes à Incendies.
Société des Artisans.
Société Typographique de la Nouvelle-Orléans.
Société Hibernienne.
Société Suisse.
Société Bienfaitrice Française
Société de l'Union Allemande
Société Indépendante de la Jeunesse.
Capitaines de Navires et Bateaux à Vapeur
Escorte de Militaires, Citoyens et Etrangers.

ESPECES.—Il est arrivé hier soir, de Tampico et d'Orizaba $16,307 en espèces, pour le prêt de la goélette Water Witch, de Tampico, $2000 à J. A. Merle & Co. 1100 à Cadwelle & Co., 250 à Malcolm & Sandeman, 300 à Frey & Co., 4907,4 F.W. Schmidt & Co., 810 à J. Robert & Co. Total $12,807. Par la goélette Jago, d'Orizaba, 2500.

Au départ de la goélette Water Witch, les goélettes Sarah Ann, Lewis Jones et Créole attendaient la conclusion

La goélette Water Witch est arrivée hier soir en 7 jours de Tampico. Nous n'avons eu rien obtenir par cet arrivage.

On a dernièrement cherché à savoir le nom de l'auteur de la malle expresse, près du village d'Abdigon, comté de Harford (Maryland). Deux ou trois individus en le voyant passer lui lancèrent un ou deux quart, qui l'atteignirent.

La malle expresse n'est arrivée qu'hier soir à 9 heures et demie. Ce retard vient de ce que le Mexique n'ayant pu obtenir ou donner de l'argent pour payer ses troupes et ses autres charges de vivres et de transport, a proposé de prendre pour arbitres dans cette question du protectorat les charges d'affaires de France et des Etats Unis, et, le consul anglais à Lima, en cas que l'une ou l'autre des gouvernements ne pourrait pas consentir au marché. Cette proposition a été rejetée par le Chili, dont le congrès, en terminant sa session, a autorisé le président de pouvoir à toutes les dépenses pour soutenir la guerre contre Santa Cruz. Une expédition se prépare à Valparaiso, et dans le Pérou même un grand nombre de mécontens n'attendent qu'une occasion favorable pour se déclarer contre Santa-Cruz.

Les nouvelles de Rosas sont favorables aux insurgés de Rio-Grande. On assure que Pedro Manuel s'est rendu aux rebelles, et qu'au lieu d'y entrer triomphant à la tête de l'armée impériale, il y est entré avec une escorte de 30 hommes seulement.

Les dernières nouvelles de Madrid annoncent que l'insurrection de Reus, et les événemens récents de Barcelone, n'y ont produit une grande sensation. On ajoute que des émissaires étaient employés à étendre ces mouvemens à Valence et à Sarragosse, et même dans la capitale.

Les nouvelles de Barcelone sont du 15; les mécontens publiaient des proclamations appelant le peuple au danger de ses oppresseurs, en vantant leur zèle au nom de la liberté et pour l'indépendance de la Catalogne.

Nous avons la confirmation de la prise des fortifications et de la ville d'Irungaz, les troupes de la reine, ainsi 31 Fontarabie. La défaite de Zumalacarregui a été de 4 à 5 mille hommes.

Nos dernières dates sont du 21. Rien de nouveau de ces pays. Les journaux français attribuent le mouvement de l'armée de don Carlos au besoin absolu qu'elle avait de manger de l'argent, par crainte de famine et de la jonction des divers corps des Christinos. On conserve le plus grand espoir sur la réussite des arrêtés de la reine.

Le ministère portugais a résigné, à cause d'une question de peu d'importance qu'il n'a pu emporter à la chambre des députés.

Pour les nouvelles commerciales, nous référons nos lecteurs à la partie anglaise de notre feuille.

D'après un nouvel arrangement, on part ce soir de la Nouvelle Orléans à New York en huit jours et demi, par mer et par terre, comme suit:

En bateau à vapeur, de la Nouvelle Orléans à Pensacole, em..... 24 heures
Changement de vapeur, de Pensacole à La..... 8 "
En voiture, de La Grange à Augusta, en..... 90 "
En bateau à vapeur, de Augusta à Charleston..... 12 "
En bateau à vapeur, de Charleston à New York, en..... 70 "
204 heures

Extrait du Commercial Advertiser, de New York.

AMERIQUE DU SUD.—Le navire Lafindas, de Buenos-Ayres, a porte des nouvelles récentes de différentes républiques de l'Amérique du Sud.

L'animosités entre le Pérou et le Chili sont suspendues; cependant il n'y aît pas de probabilité d'un arrangement définitif. Le général Santa Cruz promet à présent d'accepter le plan qu'il a formé, de réunir les républiques du Pérou et de Bolivia, en un seul état politique et de s'en constituer le chef-suprême. Le Chili est déterminé à renverser ce projet et cherche à susciter le secours des républiques Argentine et de l'Equateur.

L'escadre du Chili se compose de 10 bâtimens qui sont maintenant, la frégate *Montezuglo* et le brick *Orbegoso*, en observation sur les côtes du Pérou; le brick *Congress*, dans le fl uv Guayaquil; la corvette *Valparaiso* et le brick *Aquiles*, devant le port de Callao; la goélette Santa Cruz est allée à Chiloe, pour transporter des troupes destinées à l'escadre; le brick Arequipeno est stationné à Intermedio, pour intercepter les communications entre Lima et Arequipa; la frégate Gran Colombo est à Valparaiso, et la corvette Libertad est la seconde attend sa destination. Le transport *Aguilera* embarque des provisions pour les différentes stations.

De son côté, le général Santa-Cruz a ordonné pas dans la sécurité; il a levé une contribution de $100,000 sur les habitans de Lima. Afin de faire face à toutes les difficultés, il avait proposé de prendre pour arbitres dans cette question du protectorat les charges d'affaires de France et des Etats Unis, et, le consul anglais à Lima, en cas que l'une ou l'autre des gouvernemens ne pourrait pas consentir au marché. Cette proposition a été rejetée par le Chili, dont le congrès, en terminant sa session, a autorisé le président de pouvoir à toutes les dépenses pour soutenir la guerre contre Santa Cruz. Une expédition se prépare à Valparaiso, et dans le Pérou même un grand nombre de mécontens n'attendent qu'une occasion favorable pour se déclarer contre Santa-Cruz.

Les nouvelles de Rosas sont favorables aux insurgés de Rio-Grande. On assure que Pedro Manuel s'est rendu aux rebelles, et qu'au lieu d'y entrer triomphant à la tête de l'armée impériale, il y est entré avec une escorte de 30 hommes seulement. Cette proposition a été rejetée par le Chili, dont le congrès, en terminant sa session, a autorisé le président de pouvoir à toutes les dépenses pour soutenir la guerre contre Santa Cruz. Une expédition se prépare à Valparaiso, et dans le Pérou même un grand nombre de mécontens n'attendent qu'une occasion favorable pour se déclarer contre Santa-Cruz.

Les dernières nouvelles de Madrid annoncent que l'insurrection de Reus, et les événemens récents de Barcelone, n'y ont produit une grande sensation. On ajoute que des émissaires étaient employés à étendre ces mouvemens à Valence et à Sarragosse, et même dans la capitale.

Les nouvelles de Barcelone sont du 15; les mécontens publiaient des proclamations appelant le peuple au danger de ses oppresseurs, en vantant leur zèle au nom de la liberté et pour l'indépendance de la Catalogne.

Nous avons la confirmation de la prise des fortifications et de la ville d'Irungaz, les troupes de la reine, ainsi 31 Fontarabie. La défaite de Zumalacarregui a été de 4 à 5 mille hommes.

Nos dernières dates sont du 21. Rien de nouveau de ces pays. Les journaux français attribuent le mouvement de l'armée de don Carlos au besoin absolu qu'elle avait de manger de l'argent, par crainte de famine et de la jonction des divers corps des Christinos. On conserve le plus grand espoir sur la réussite des arrêtés de la reine.

Le ministère portugais a résigné, à cause d'une question de peu d'importance qu'il n'a pu emporter à la chambre des députés.

Pour les nouvelles commerciales, nous référons nos lecteurs à la partie anglaise de notre feuille.

A Mr. le rédacteur de l'ABEILLE,
Monsieur.

Dans une société où j'habite il y a sept jours, on s'entretenait de la crise financière; il n'y eut pas deux personnes qui ne me désignas comme possédant des connaissances étendues en fait de commerce; le me rappelai qu'elle et les hasards de la mer agissent quelquefois sur sujet de la crise; celle ma répondit que beaucoup, et ce, il n'établit entre nous un dialogue dont voici le fond; je vous prie qu'il en résulter de cette exaction, par rapport aux bons de corporation; et l'on ne doit pas s'étonner de les voir refuser par des marchands, des mains desquels les propriétaires de la ville ne veulent pas les admettre en paiement des droits qu'elle exige des vendeurs.

Il est à croire que les conseils municipaux auront prendre les mesures sévères pour réprimer les vexations de la nature ci-dessus, et qu'elle ne résultent pas inutiles les moyens qu'ils auront eus favorables pour secourir le peuple dans sa détresse! On ne se joue pas impunément des misères publiques; car, s'il n'est pas de terme aux vexations, il en est un, peut-être à la patience du peuple!

Dois-je, Monsieur, vous prier de vouloir bien accueillir cette crise?

R.—Par la raison, toute naturelle, qu'étant institutées sous le vain prétexte du bien public, elles ont dû en réalité l'engendrer aujourd'hui de calamité qui, frappe sur la société et l'épouvante, ont établi dans le système des crédits, dans ce que les économistes nomment que les valeurs intrinsèques, ont donné lieu aux crises qui ont des causes plus étendues sur crédit, pour deux à trois ans d'existence, dont la perfection est à la crise actuelle.

D.—Veuillez, je vous prie, m'en dire comment vous entendez l'état actuel des choses, en égard au crédit même qui a établi les banques, institutions, sociétés, caisses?

R.—Comme étant des plus défectueuses.

D.—Ne croyez-vous pas que ces engagements, quelque nombreux qu'ils soient, mais dont la plupart sont dans les portefeuilles des banques, figurant leur capital et les billets qu'elles ont à mettre en circulation, ne soient pas susceptibles d'être réalisés?

R.—Non, ce serait trop évidemment impossible, par la raison que les époques des engagements existans ne cèdent la place à de nouveaux, et que le montant du numéraire effectif en circulation, observez, d'ailleurs, que ces engagements sont en grande partie le fruit d'entreprises faites sur des papiers de circulation, pour ainsi dire, entièrement arrêtées par le discrédit ce qui fait que ces qui se sont livrés aux affaires spéculatives sur le crédit, sont surchargés d'engagemens dont la plupart, ne pouvant être réalisés sans perte, forment les portefeuilles des banques, tandis que le objets d'achats qui ont donné lieu aux engagemens, se trouvant paralysés par l'effet de la crise, ne sont, aussi par conséquent d'une grande valeur réalisable, et que les affaires auront repris leur course naturel, époque probablement très éloignée.

D.—Les banques ayant suspendu leurs paiements, sous prétexte d'approcher, quelles dit, la sortie du numéraire; et ayant aussi diminué ou suspendu leurs escomptes, espérant par ce moyen faire rentrer leurs billets en portefeuille, les croyez-vous en droit d'exiger des gens qui tiennent les paiemens de leurs billets dans des échéances?

R.—Dans ma dernière réponse je crois vous avoir démontré ce qu'il y avait inconvenable dans l'état actuel des affaires, que les engagemens existans puissent être acquittés aux échéances: quant à votre dernière question, je suis d'opinion que la suspension des paiemens de la banque doit autoriser celle des particuliers à suspendre aussi le paiement de ce qu'ils doivent à ces institutions, tant qu'elles n'auront pas repris leurs paiemens.

D.—Que pensez-vous qu'il puisse résulter de l'état de choses où nous nous trouvons enfin?

R.—De grands malheurs pour la société, peut être mais de grands désordres. D'abord, il est impossible, pour tout homme de sens, que l'état de gêne et de détresse qui accable la communauté, doit forcément engendrer la suspension d'entreprises, de spéculations et de travaux; elle ne peut les suspendre sans ruiner les particuliers et les entrepreneurs, sans embarrasser les propriétaires, par rapport aux bons de corporation; et l'on ne doit pas s'étonner de les voir refuser par des marchands, des mains desquels les propriétaires de la ville ne veulent pas les admettre en paiement des droits qu'elle exige des vendeurs.

Il est à croire que les conseils municipaux auront prendre les mesures sévères pour réprimer les vexations de la nature ci-dessus, et qu'elle ne résultent pas inutiles les moyens qu'ils auront eus favorables pour secourir le peuple dans sa détresse! On ne se joue pas impunément des misères publiques; car, s'il n'est pas de terme aux vexations, il en est un, peut-être à la patience du peuple!

Dola marche du gouvernement Français.

Les nouvelles de France que nous avons données en substance ce jours derniers sont exactes dans de quelques observations et la crise appréciée à la fois les mesures de clémence adoptées, sous le nouveau ministère, et les prétentions de la couronne, on tera tenté de ne considérer les choses que comme une caresse faite à l'opinion publique pour y donner le change; et comme un moyen sûr d'arriver aux mêmes fins. Il est impossible de ne pas remarquer la tendance du gouvernement de Louis Philippe à revenir aux errements d'une monarchie telle que la concevaient encore les monarques de toutes les races royales. Une constitution est pour eux une utopie; et certes en cela ils pourraient fort bien avoir raison, et ne se rencontrer en ce point avec le parti républicain! Si quelqu'un d'entre eux considérait une charte comme une nécessité du moment, soyez sûrs qu'il s'ils travaillent sans cesse à la faire tomber peu à peu dans ses bases; et à en rendre aussi le bienfait impossible. A voir la différence constante de langage des ministres qui sont ou ce depuis et lui, M. L. fit, on ne saurait douter de l'esprit rétrograde qui s'est emparé d'eux et, dans quelques années, présentera sans succès il nous a fièrement fait de nouveaux de leur mauvais vouloir pour attester l'impuissance de ces lois, dont ils ont consenti l'établissement, et qu'ils ne cessent de maudire. On dit qu'elles, après les trois journées, une fois admis le principe de souveraineté du peuple, qu'on en était arrêté à compter notre qu'une nation ne se composait plus de citoyens privilégiés, qu'elle ne devait plus être régie à moins juste, et qu'en fin ce temps était arrivé de gouverner en vue du bien général. Ces doctrines, le croyons-nous arrivé; et, bien que l'on ait cédé à la force à la chose en opportunité l'hérédité de la pairie, on n'en a pas moins travaillé constamment à suppléer à la noblesse de nom, par celle des richesses, et à faire prévaloir tous les moyens que pouvaient fournir l'argent et l'exposition. De là cette constante opposition à laisser entrer, à un taux raisonnable, les houilles et les fers étrangers; de là, cette antipathie flagrante contre les chemins à construire. On était trop éclairé pour ne pas reconnaître tous les avantages qu'offrirait pour la baisse des tarifs relativement à cet objet si mal, l'on n'était aussi que les classes inférieures en étaient profité au détriment des riches; on voyait aussi les riches se subdiviser en raison de la facilité des communications, et de l'accroissement de nos échanges avec l'étranger; et on gouverne c'est bien moins que ne prétendent nullement accroître les avantages du peuple ni défaire les privilèges du riche. Le grand propriétaire des forêts, qui ne se soucie guère de la baisse des tarifs, la question d'un chemin de fer à travers ses grosses forges qui n'est lésé dans ses avec le forgerons, et qui souvent le sont eux-mêmes, ne pouvaient envisager sans embarras la concurrence des fers étrangers. Ils ne voyaient pas avec moins d'effroi l'établissement de routes nouvelles qui viendraient des débouchés aux mines de houille que n'ont sur plusieurs points de la France; mais dont les résultats sont salutaires et incontestables à l'égard des rivières et les canaux. Enfin le gouvernement lui-même ne voyait pas sans effroi la rapidité des communications qui ont fait les villes voisines des villages, et qui ont fait de Paris, en quelques années, une ville immense. Cette progression effrayante, qui ne s'arrêtera pas, ne peut manquer de faire sentir aux gouvernans la nécessité de se rapprocher de plus en plus de la nation, et de faire cesser l'antagonisme qui existe entre elle et eux. Ce n'est pas ainsi que l'entendent les ministres actuels; ils ne voient dans les progrès de la civilisation que des moyens de corruption, et ils ne cherchent qu'à les arrêter. Ils ne comprennent pas que les institutions nouvelles, que nous réclamons, ne sont que la conséquence nécessaire de ces progrès, et